

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 26 septembre 2018

T-PD-BUR(2018)45RAP

**COMITE CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR
LA PROTECTION DES PERSONNES A L'EGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISE
DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

(Convention 108)

45^e réunion du Bureau

Paris, 24-26 septembre 2018

RAPPORT ABREGE

Direction générale des droits de l'Homme et de l'État de droit

Le Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (« Convention 108 ») a tenu sa 45^e réunion à Paris du 24 au 26 septembre 2018 sous la présidence de Mme Alessandra Pierucci (Italie). L'ordre du jour adopté par le Bureau et la liste des participants font l'objet des annexes I et II.

Le Bureau du Comité de la Convention 108:

1. prend note de la **communication du Secrétariat**, qui concerne notamment la situation budgétaire de l'Organisation, son impact possible sur le programme 2019 et le renforcement de l'équipe de l'Unité de protection des données pour la mise en œuvre des activités de coopération, et souligne également les récentes activités de coopération menées avec l'appui de la Division de la cybercriminalité (au Nigéria et au Kenya) ;

2. prend note des informations relatives à la **modernisation de la Convention 108**, à savoir notamment de la tenue de la cérémonie d'ouverture à la signature du Protocole d'amendement à la Convention 108 prévue à Strasbourg le 10 octobre 2018 et de la signature annoncée de plus d'une quinzaine de pays prêts à signer le Protocole d'amendement ;

3. prend note des informations relatives à l'état des **ratifications et des adhésions**, et notamment de l'adhésion à la Convention 108 par le Cap-Vert et le Mexique, qui portera à 53 le nombre des Parties au 1^{er} octobre 2018. Le Bureau examine et finalise le **projet d'avis sur la demande du Kazakhstan** d'être invité à adhérer à la Convention 108, et décide que le Comité sera consulté selon la procédure écrite pour l'adoption de l'avis, et ce avec un délai de consultation de deux semaines ;

4. examine le **projet d'exposé des motifs de la Recommandation sur la protection des données relatives à la santé**, présenté par l'expert, Mme Jeanne Bossi Malafosse, procède à un échange de vues et décide que la version révisée du projet sera diffusée pour commentaires à toutes les délégations en vue d'être finalisée et approuvée lors de la 37^e réunion plénière du Comité (22-24 novembre 2018) ;

5. Prend note des informations communiquées par le Secrétariat sur le **mécanisme d'évaluation et de suivi** envisagé dans le cadre de la Convention 108+, mène un échange de vues et charge le Secrétariat de solliciter le soutien des experts du CRIDS dans ce dossier, avec l'objectif de présenter une version mise à jour des documents lors de la 37^e réunion plénière du Comité ;

6. prend note des informations communiquées par le Secrétariat sur les dernières nouvelles concernant la question du respect de la vie privée en rapport avec l'ICANN, la prochaine réunion publique que l'ICANN tiendra à Barcelone (22 – 25 octobre 2018) et l'imminence de la date limite de la consultation écrite sur le projet de « Guide sur les principes de vie privée et protection des données pour le traitement de données en rapport avec l'ICANN » ;

7. prend note des informations présentées par le Conseiller sur l'Intelligence artificielle au Conseil de l'Europe, M. Yannick Meneceur, sur les dernières évolutions au sein de l'Organisation en matière d'intelligence artificielle et par l'expert, M. Alessandro Mantelero, sur le **Rapport sur l'intelligence artificielle**, mène un échange de vues et décide de diffuser pour commentaires auprès des participants du Bureau les propositions d'orientations sur ce thème, avec l'objectif de finaliser le rapport lors de la 37^e Réunion plénière ;

8. examine et finalise le projet d'**ordre du jour de la 37^e réunion plénière**, en soutenant les propositions des participants d'ajouter au projet d'ordre du jour un point sur la consultation des délégations sur les tendances récentes en matière de nomination des directeurs d'autorités de protection des données et leurs modèles de financement, et sur l'intérêt d'inviter un expert technique de l'IA ainsi qu'un expert à présenter la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne ;

9. prend note des **activités et développements majeurs en lien avec les travaux du Comité**, et notamment le IX^e Séminaire sur la Vie privée et la protection des données à caractère personnel (7-8 août 2018, São Paulo, Brésil), la manifestation nationale de l'AGESIC sur la protection des données à caractère personnel (16-19 octobre 2018, Montevideo, Uruguay), la 40^e Conférence internationale des commissaires à la protection des données et à la vie privée (ICDPPC) (22-26 octobre 2018), le Forum

« Le Mexique et la Convention 108 » (Mexico, 7-8 novembre 2018), la 13^e réunion annuelle du Forum sur la gouvernance d'internet (FGI) (Paris, 12-14 novembre 2018), la Conférence internationale sur le cyberdroit, la cybercriminalité et la cybersécurité 2018 (14-16 novembre 2018, New Delhi, Inde) ;

10. prend note des informations communiquées par l'expert, M. Gert Vermeulen, sur **l'accès transfrontière aux données par les force de l'ordre**, procède à un échange de vues sur les enjeux et souligne l'importance de continuer de fournir des orientations au Comité de la Convention sur la cybercriminalité sur les questions de vie privée et de protection des données en lien avec la rédaction du deuxième protocole additionnel à la Convention de Budapest ;

11. prend note des informations sur la **coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe**, présentées par le Secrétariat, s'agissant notamment des travaux du Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY) sur le deuxième protocole additionnel à la Convention de Budapest, sur les conclusions de la dernière conférence Octopus qui s'est tenue à Strasbourg du 11 au 13 juillet 2018, sur le projet de Charte éthique européenne d'utilisation de l'intelligence artificielle dans les systèmes judiciaires et l'étude correspondante préparée par le Groupe de travail sur la qualité de la justice de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ). Enfin, il prend note des travaux du Comité d'experts sur la dimension droits de l'homme des traitements automatisés de données et différentes formes d'intelligence artificielle (MSI-AUT), ainsi que des demandes de commentaires sur le projet de révision des Règles pénitentiaires européennes préparé par le Conseil de coopération pénologique (PC-CP), qui sera finalisé par consultation écrite des participants du Bureau ;

12. prend note des récentes demandes de **statut d'observateur** déposées par le Brésil et la Commission nationale du Gabon pour la Protection des données caractère personnel, et décide que le Comité sera consulté par procédure écrite, en procédant également à un échange de vues sur la question des critères à appliquer pour les futures demandes du statut d'observateur. Le Bureau prend également note des informations présentées par la délégation des Philippines sur le programme ACE (*Awareness, Compliance and Enforcement*) et sur la semaine de sensibilisation à la vie privée (qui est organisée chaque année la dernière semaine du mois de mai et qui vise à cibler les délégués à la protection des données) et la mise en œuvre de contrôles. La représentante de l'EDPS rappelle la tenue prochaine de la 40^e Conférence internationale des commissaires à la protection des données et à la vie privée (Bruxelles, 22-26 octobre 2018). La délégation du CICR rappelle l'atelier sur la protection des données dans les organisations internationales (Copenhague, 13-14 juillet 2018) et évoque une étude sur la « surveillance des métadonnées à des fins humanitaires » commandée à *Privacy International*, qui devrait être livrée à l'automne, et le lancement prochain d'une nouvelle série d'ateliers visant à mettre à jour le Manuel sur la protection des données et l'action humanitaire en collaboration avec le *Brussels Privacy Hub* afin de prendre en compte de nouveaux enjeux comme la technologie « blockchain », l'intelligence artificielle, l'identité numérique et la réalité virtuelle. Le président de l'AFAPDP informe le Bureau de la date de la prochaine assemblée générale de l'Association (le 18 octobre 2018 à Paris) qui examinera un projet de résolution sur la propriété des données personnelles, ainsi que de la conférence annuelle qui sera organisée le 19 octobre à Paris (et abordera les thèmes « élections et fausses nouvelles » et le RGPD). Le représentant de la Commission européenne attire l'attention du Bureau sur le projet de décision d'adéquation concernant le Japon et sur le fait que le CEPD rendra son avis en novembre, et qu'une décision pourrait être adoptée avant la fin de l'année ;

13. confirme les **dates** de la prochaine réunion plénière, à Strasbourg, du 20 au 22 novembre 2018, et de la prochaine réunion du Bureau, du 17 au 19 décembre 2018 à Strasbourg. Les dates des réunions de 2019 sont également annoncées: les réunions plénières auront lieu à Strasbourg du 12 au 14 juin 2019 et du 19 au 21 novembre 2019, et les réunions du Bureau du 20 au 22 mars 2019 (Paris), du 25 au 27 septembre 2019 (Paris) et du 11 au 13 décembre 2019 (Strasbourg).

ANNEXE I

Ordre du Jour

45^{ème} Réunion du Bureau du Comité de la Convention 108
24-26 septembre 2018, Paris

	1. Ouverture de la réunion
T-PD(2017)RAP36Abr	Rapport abrégé de la 36 ^{ème} réunion plénière (Strasbourg, 19-21 juin 2018)
T-PD-BUR(2018)44RAP	Rapport abrégé de la 44 ^{ème} réunion du Bureau (Strasbourg, 26-28 mars 2018)
T-PD(2017)WP2018-2019	Programme de travail du Comité 2018-2019
T-PD(2017)Regl	Règlement intérieur
	2. Adoption de l'ordre du jour
	3. Communication du secrétariat
	4. Modernisation de la Convention 108
	Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none">• Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108
	<ul style="list-style-type: none">• Rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108
	<ul style="list-style-type: none">• Protocole d'Amendement
	5. Etat des signatures, ratifications et adhésions
	Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par le secrétariat et examinera le projet d'avis. <ul style="list-style-type: none">• Projet d'avis sur la demande du Kazakhstan• Convention 108: tableau des signatures et ratifications• Protocole additionnel: tableau des signatures et ratifications
	6. Protection des données relatives à la santé
	Expert: Mme Jeanne Bossi Malafosse, Paris, France. Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert et tiendra un échange de vues sur le projet d'exposé des motifs.
	Projet d'exposé des motifs

T-PD(2018)06	Recommandation en matière de protection des données relatives à la santé
T-PD(2015)07	Rapport de présentation visant à mettre à jour la Recommandation n° R (97) 5 du Conseil de l'Europe sur la protection des données médicales par Mme Jeanne Bossi Malafosse
Recommandation N° R (97) 5 sur la protection des données médicales	
	7. Intelligence artificielle
	Expert: M. Alessandro Mantelero, <i>Associated Professor</i> , Politecnico di Torino, Italie. <u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert et tiendra un échange de vues sur le projet de rapport.
T-PD(2018)09Rev	Projet de rapport sur « l'Intelligence artificielle »
	8. Mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention 108+
	<u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies et tiendra un échange de vues sur le sujet.
T-PD(2016)01	Projet de questionnaire sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (uniquement en anglais)
T-PD-BUR(2013)02Rev5	Eléments d'information sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (uniquement en anglais)
	9. ICANN
	<u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par le secrétariat et tiendra un échange de vues sur les enjeux d'actualités.
T-PD(2018)18Rev	<ul style="list-style-type: none"> • Guide sur les principes de la protection de la vie privée et les données personnelles lors du traitement des données en relation de l'ICANN (uniquement en anglais) • Lettre du Comité Européen sur la Protection des Données (CEPD) (05/07/2018) • Lettre du Groupe de travail de l'article 29 - WHOIS (11/04/2018)
	10. L'accès transfrontières aux données par les forces de l'ordre
Réponses du Comité de Convention 108 au Guide de Discussion pour la Conférence Octopus 2018 (uniquement en anglais)	Expert : M. Gert Vermeulen, Professeur titulaire de droit pénal (européen et international) et directeur de l'Institut de recherche internationale sur la politique pénale (IRCP).
Messages clés de la Conférence	<u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies

Octopus 2018 (uniquement en anglais)	par le secrétariat et tiendra un échange de vues avec l'expert sur les enjeux d'actualités.
	11. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe
	<u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none"> • Comité Directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI) <ul style="list-style-type: none"> ◦ MSI-AUT • CAHENF • CEPEJ • Cybercriminalité (T-CY) • Comité de Bioéthique (DH-BIO) • PC-CP (uniquement en anglais)
	12. Vue d'ensemble sur les activités et développements majeurs intervenus dans le domaine de la protection des données
	<u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par le secrétariat.
DPD(2018)Mos_Compilation	<ul style="list-style-type: none"> • IX^{ème} Séminaire sur la Protection de la Vie Privée et des Données Personnelles (7-8 août 2018, Sao Paulo, Brésil) • AGESIC événement national sur la protection des données (16-19 octobre 2018, Montevideo, Uruguay) • 40^{ème} Conférence internationale des commissaires à la protection des données et à la vie privée ("ICDPPC") (22-26 octobre 2018) • IX^{ème} Conférence Internationale « Protection des Données » (8 novembre 2018, Moscou, Fédération de Russie) • 13^{ème} Rencontre Annuelle du Forum de la Gouvernance de l'Internet (12-14 novembre 2018, Paris, France) • Conférence Internationale sur la Cyber Loi, la Cybercriminalité et la Cyber sécurité (14-16 novembre 2018, New Delhi, Inde)
	13. Observateurs
	<u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par les observateurs et le secrétariat.
T-PD(2018)04Rev	Observateurs - Etat des lieux et critères d'admission
	14. Prochaines réunions
	<u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des dates proposées pour les prochaines réunions.
	15. Questions diverses

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS OF THE BUREAU / MEMBRES DU BUREAU

FRANCE

Agnès Maitrepierre, Chargée de mission auprès du Directeur des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères et du développement international

GEORGIE / GEORGIA (apologised / excusée)

Tamar Kaldani, (first Vice-Chair / première Vice-présidente) Personal Data Protection Inspector of Georgia

ITALY / ITALIE

Pierucci Alessandra, (Chair / Présidente) Department of International relations, Il Garante

LUXEMBOURG

Gérard Lommel (second vice-chair / deuxième Vice-président), Commissaire du gouvernement à la protection des données, Ministère d'Etat

PORTUGAL

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice

SERBIA / SERBIE

Nevena Ružić, Head of Office, Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection

SENEGAL

Awa Ndiaye, Présidente, Commission de Protection des données personnelles (CDP)

SWITZERLAND / SUISSE

Jean-Philippe Walter, Préposé suppléant, Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT)

MEMBERS OF THE COMMITTEE / MEMBRES DU COMITE

MONACO

Corine Laforest de Minotty, Chargée de Missions auprès du Conseiller de Gouvernement-Ministre des Relations extérieures et de la Coopération, Département des Relations Extérieures et de la Coopération Ministère d'Etat

MONTENEGRO

Radenko Lacmanović, Member of Council, Agency for Personal Data Protection and Free Access to Information of Montenegro

Nikola Mrdak, legal advisor, Agency for Personal Data Protection and Free Access to Information of Montenegro

SENEGAL

Adama Sow, Directeur de Communication, Commission de Protection des données personnelles (CDP)

TURKEY / TURQUIE

Yusuf Emre Köse, Legal Counselor, Embassy of the Republic of Turkey in Paris

Tuba Kendir Tunalı, Head of Department, Personal Data Protection Authority

Demet Aslaner Keklikkiran, Head of Department, Personal Data Protection Authority

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Olufemi Animashaun, Senior Policy Advisor, EU and International Data Protection Policy, Government

OBSERVERS / OBSERVATEURS

ARGENTINA / ARGENTINE

Gomez-Duran Rosa Délia, Head of the Political and Legal Section at the Embassy of Argentina in Paris,

FRENCH-SPEAKING ASSOCIATION OF PERSONAL DATA PROTECTION AUTHORITIES / ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITÉS DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (AFAPDP)

Marine Revel, Chargée de mission

EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS / ASSOCIATION EUROPEENNE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME (AEDH)

Maryse Artiguelong, Déléguée

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE

Lukasz Rozanski, DG Justice, Unit C4,

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / LE CONTRÔLEUR EUROPEEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES (CEPD)

Claire-Agnès Marnier, Legal Officer

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

Massimo Marelli, Lawyer, Head of Data Protection Project, Communication & Information Management Department, ICRC Geneva

Julie Tenenbaum, Regional Legal Adviser for Europe, ICRC Paris

**INTERNATIONAL CONFERENCE OF DATA PROTECTION AND PRIVACY COMMISSIONERS /
CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES COMMISSAIRES À LA PROTECTION DES DONNÉES ET DE
LA VIE PRIVÉE (ICDPPC)**

Nana Botchorichvili, Juriste, CNIL

Anne Vidal, CNIL

INTERNET SOCIETY / SOCIÉTÉ DE L'INTERNET (ISOC) (apologised / excusé)

MEXICO / MEXIQUE

Marisol Camacho, Affaires Politiques, Ambassade du Mexique en France

PHILIPPINES

Elisa May A. Cuevas, Executive Director IV, National Privacy Commission

Angela G. Butalid, Executive Assistant IV, National Privacy Commission

EXPERTS

Jeanne Bossi-Malafosse, Avocate

Alessandro Mantelero, Tenured Aggregate Professor at Politecnico di Torino, Italy

Gert Vermeulen, Full Professor, Department Chair, Department Criminology, Criminal Law and Social Law, Institute for International Research on Criminal Policy (IRCP)

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Directorate General Human Rights and Rule of Law /

Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit

Yannick Meneceur, Policy advisor on artificial intelligence and digital transformation, Directorate of Information Society and Action against Crime

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Sophie Kwasny, Secretary of the Committee / Secrétaire du Comité

Péter Kimpiàn, Programme Advisor / Conseiller de programme

INTERPRETERS / INTERPRETES

Ouedraogo Léa (chef d'équipe)

Aitken Eline

Freeman Annabel